

entière, édifier un avenir brillant pour eux-mêmes et leurs descendants, et, dans un climat de confiance et d'espoir, travailler à édifier un Canada de plus en plus grand et de plus en plus uni?

(Texte)

L'hon. M. Sévigny: Monsieur le président, nous avons entendu deux remarquables discours cet après-midi. Le premier a été prononcé par l'honorable député de Lapointe (M. Grégoire), et le second par l'honorable chef de l'opposition (M. Pearson).

Bien entendu, je suis d'accord avec les paroles de l'honorable chef de l'opposition, lorsqu'il déclare qu'il est essentiel qu'il y ait une meilleure entente entre les deux grandes races du pays.

Il est assez évident que notre pays atteindra la plénitude de sa magnifique destinée le jour où les deux grandes races du pays vivront dans un climat d'entente mutuelle et de coopération totale.

Cette bonne entente se heurte à des écueils présentement, dont le premier semble être une appréciation erronée du système d'éducation dans le Québec, ce qui porte certaines personnes des autres provinces, et même de la nôtre, à croire que les diplômés de nos écoles secondaires et de nos universités ne sont pas qualifiés pour occuper des postes importants dans à peu près toutes les sphères de l'activité canadienne.

Il est malheureux qu'une telle publicité soit faite, présentement, relativement à certains incidents et déclarations d'hommes d'affaires ou de chefs de compagnies qui, peut-être, afin d'excuser leurs regrettables omissions, essaient de blâmer les propres fautes de leur administration sur un manque d'éducation.

Monsieur le président, comme plusieurs députés de cette Chambre, je suis un diplômé de nos écoles secondaires et j'ai étudié quelques années dans nos universités. J'ai eu l'occasion de discuter avec des diplômés d'institutions d'enseignement secondaires, ou d'universitaires des autres provinces, et j'ai été à même de constater que les diplômés des universités Laval ou de Montréal, de l'École du Commerce du Québec, de l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal, de l'École polytechnique, et de nos autres écoles, sont tous aussi qualifiés que les diplômés de toute autre école ou université similaire, au Canada, pour occuper un poste de commande dans n'importe quelle sphère d'activité.

C'est pourquoi je n'hésite pas à dire que si, dans l'industrie privée ou ailleurs, on n'a pas trouvé de fils du Canada français pour

[L'hon. M. Pearson.]

placer dans des postes importants, c'est principalement dû au fait qu'on ne s'est pas donné la peine d'aller chercher les compétences là où elles sont.

L'autre jour, je faisais la suggestion suivante: Que les chefs des grandes entreprises examinent avec attention la liste des diplômés de nos écoles secondaires et universitaires, pour les dix dernières années, qu'ils prennent les dix derniers de classe pour chaque année, et immédiatement ils auront là un réservoir d'hommes qualifiés à même lequel ils pourront puiser les hommes du Canada français dont ils ont besoin, et ce non seulement afin de reconnaître la juste part qui revient au Canada français, mais afin d'améliorer la qualité de leur propre entreprise.

Monsieur le président, on commet des fautes tant chez nos confrères de langue anglaise qu'au Canada français. Il faut les corriger. Tout geste motivé par une colère spontanée, qui blesse profondément non seulement nos confrères de langue anglaise mais également ceux de langue française constitue un écueil qui risque de faire sombrer l'espoir de ceux qui voient dans l'entente et l'unité entre les deux races, la réponse aux principaux problèmes du pays.

Je condamne ceux qui ont permis la profanation du monument des morts, à Ottawa. Je condamne également ceux qui ont participé ou qui ont permis que le Pavillon rouge soit descendu à la Place Ville-Marie.

Je souhaite de tout cœur l'avènement du jour où, enfin unis, tous les Canadiens se rallieront derrière un drapeau bien distinctif que tous les Canadiens patriotes salueront comme l'emblème de l'unité nationale.

C'est d'ailleurs pour cette raison que le très honorable premier ministre (M. Diefenbaker), annonçait récemment que le gouvernement allait convoquer au début de l'année, une conférence qui groupera des hommes d'État provinciaux et fédéraux, afin de favoriser l'adoption d'un symbole autour duquel se rallieront tous les Canadiens, symbole qui identifiera de façon permanente notre souveraineté canadienne.

Monsieur le président, je demandais tout à l'heure à nos frères de langue anglaise de faire preuve d'une meilleure compréhension et d'étudier plus profondément les qualités indéniables des diplômés de nos universités, mais je crois qu'il est nécessaire, également, de demander aux fils du Canada français de comprendre que les manifestations trop violentes ne sont certainement pas de nature à faire comprendre à nos frères des autres provinces qu'il faut aller de l'avant dans un esprit de conciliation.

J'approuve en grande partie le discours de l'honorable chef de l'opposition (M. Pearson),